

## DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales en pourcentage du PIB sont un indicateur du degré auquel les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes désavantagés ou vulnérables.

### Définition

Les dépenses sociales publiques comprennent les prestations en espèces, la fourniture directe « en nature » de biens et de services, et les allègements fiscaux à des fins sociales. Pour être considérées comme « sociales », les

prestations doivent viser un ou plusieurs objectifs sociaux. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, mais elles peuvent aussi concerner les membres d'un ménage qui sont âgés, handicapés, malades, chômeurs ou jeunes. Les programmes régissant la fourniture de prestations sociales doivent comporter : a) une redistribution des ressources entre les ménages, ou b) une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire les administrations centrales, des états fédérés et locales, y compris les caisses de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Les dépenses présentées ici se réfèrent uniquement aux prestations sociales publiques et excluent ces mêmes prestations fournies par des organisations caritatives privées.

### Comparabilité

Aux fins de comparaison internationale, l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé est celui des dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB. Des problèmes de mesure se posent, particulièrement en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui peuvent être sous-estimées dans certains pays. Comme indiqué précédemment, les prestations sociales fournies par des organisations caritatives privées sont exclues.

### Tendances à long terme

En 2003, en moyenne, les dépenses sociales publiques représentent 21 % du PIB, même si l'on observe de fortes différences d'un pays à l'autre : environ 31 % en Suède contre 5-6 % au Mexique et en Corée.

Les évolutions des dépenses sociales brutes au fil du temps sont également significatives. Depuis 80, la part moyenne des dépenses sociales publiques brut dans le PIB a augmenté, passant de 16 à 21 %, en 2003, dans 28 pays de l'OCDE. Les situations varient selon les pays de l'OCDE, mais les ratios moyens dépenses sociales publiques/PIB ont particulièrement augmenté au début des années 80, au début des années 90, puis de nouveau au début de ce millénaire, le ratio moyen dépenses publiques/PIB ayant progressé de 1 % de 2000 à 2003. Entre moments charnières au début de chaque décennie, les ratios dépenses/PIB n'ont guère varié ; au cours des années 80, le ratio moyen dépenses sociales publiques/PIB a oscillé autour de valeurs tout juste inférieures à 20 % du PIB, tandis que dans les années 90, il a eu tendance à diminuer après la récession économique du début des années 90, mais il s'est quand même maintenu au-dessus de 20 % du PIB.

Il est commode de diviser les dépenses en fonction de leur finalité sociale afin de mieux analyser l'orientation des politiques et les tendances. D'une manière générale, les trois catégories de transferts sociaux les plus importantes sont les pensions (en moyenne 8 % du PIB), la santé (6 %) et les transferts de revenu au profit de la population en âge de travailler (5 %). Les dépenses publiques au titre d'autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où l'intervention publique en fourniture de services aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus développée.

Les aides publiques aux familles ayant des enfants dans l'ensemble de la zone de l'OCDE représentent près de 2 % du PIB en moyenne, mais ce montant a augmenté dans la plupart des pays depuis 80. Le soutien à la famille excède 3 % du PIB dans les pays nordiques et en Autriche, ces pays possédant le système public le plus complet d'indemnités pour enfants, de congés payés et dispositifs de gardes d'enfants. De plus, les pouvoirs publics peuvent également aider les familles par le biais du système fiscal ; à titre d'exemple, on mentionnera le « quotient familial » en France et le « fractionnement des revenus » en Allemagne.

Les dépenses d'assurances sociales liées à l'incapacité de travailler (prestations pour invalidité, maladie et accident du travail) ont diminué dans certains pays tandis qu'elles ont augmenté dans d'autres depuis 80. Des baisses particulièrement importantes ont été constatées en Belgique et aux Pays-Bas.

### Source

- Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Adema, W. et M. Ladaique (2005), *Net Social Expenditure, 2005 Edition: More Comprehensive Measures of Social Support, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE*, n° 29, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Transformer le handicap en capacité : Promouvoir le travail et la sécurité des revenus des personnes handicapées*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).

## Dépenses sociales publiques

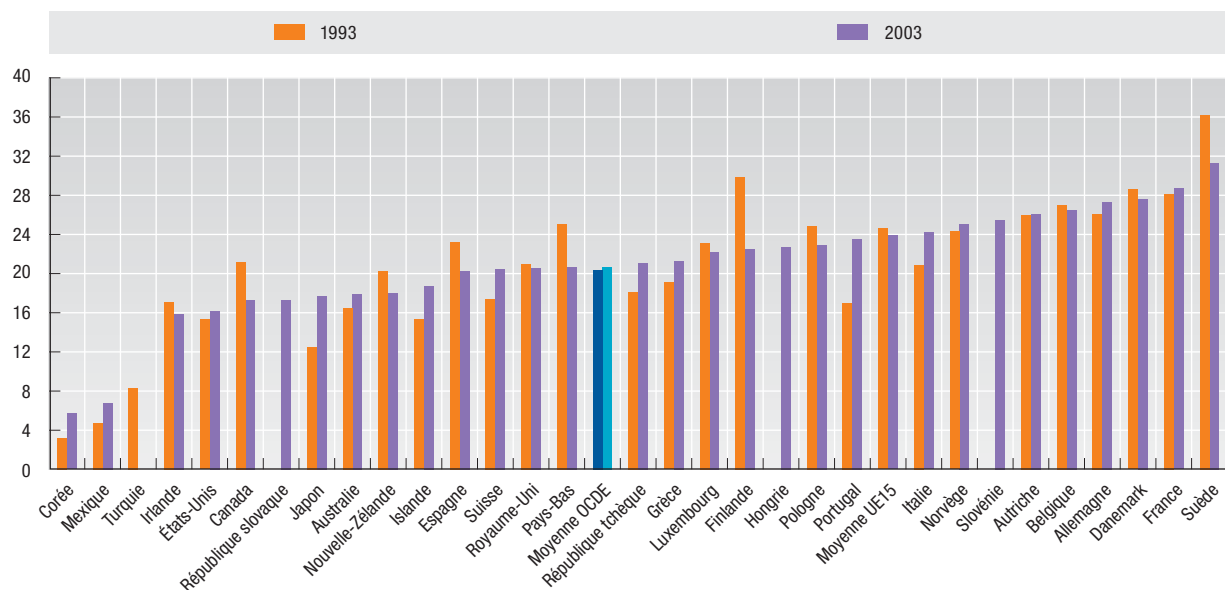

En pourcentage du PIB

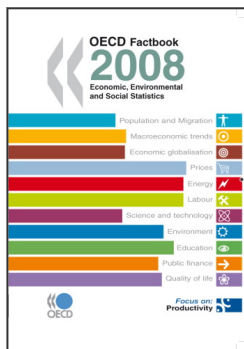
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	22.5	23.7	25.7	26.1	26.1	26.6	27.1	26.4	26.3	26.4	26.3	26.3	27.0	27.3
Australie	14.1	15.2	16.2	16.5	16.2	17.1	17.2	17.0	17.0	16.9	17.9	17.4	17.5	17.9
Autriche	23.7	23.9	24.5	26.0	26.6	26.6	26.6	25.5	25.4	25.6	25.3	25.4	25.8	26.1
Belgique	25.0	25.8	25.9	27.0	26.5	26.4	26.9	25.8	26.1	25.9	25.3	25.7	26.1	26.5
Canada	18.4	20.6	21.3	21.2	20.2	19.2	18.4	17.7	18.0	17.0	16.7	17.3	17.3	17.3
Corée	3.0	2.8	3.1	3.2	3.2	3.5	3.6	3.9	5.5	6.3	5.1	5.5	5.4	5.7
Danemark	25.5	26.3	26.8	28.6	29.4	28.9	28.2	27.2	27.0	26.8	25.8	26.4	26.9	27.6
Espagne	20.0	20.7	21.8	23.2	22.1	21.5	21.4	20.8	20.7	20.4	20.4	20.2	20.2	20.3
États-Unis	13.4	14.4	15.1	15.3	15.3	15.4	15.2	14.9	14.8	14.6	14.6	15.2	16.0	16.2
Finlande	24.5	29.6	33.6	29.9	29.2	27.4	27.1	25.2	23.2	22.8	21.3	21.4	21.9	22.5
France	25.3	26.0	26.6	28.1	28.1	28.3	28.6	28.5	28.7	28.8	27.6	27.5	27.9	28.7
Grèce	18.6	18.0	18.1	19.1	19.1	19.3	20.0	20.0	20.6	21.4	21.3	22.3	21.3	21.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21.6	20.6	20.7	21.9	22.7
Irlande	15.5	16.3	17.1	17.1	16.8	16.3	15.4	14.3	13.4	14.2	13.6	14.4	15.5	15.9
Islande	14.0	14.5	15.0	15.3	15.2	15.5	15.2	14.9	14.9	15.4	15.3	15.6	17.3	18.7
Italie	19.9	20.1	20.7	20.9	20.7	19.8	22.0	22.7	23.0	23.3	23.2	23.3	23.8	24.2
Japon	11.2	11.4	11.9	12.5	13.1	13.9	14.1	14.2	14.9	15.4	16.1	16.8	17.5	17.7
Luxembourg	21.9	22.3	22.7	23.1	22.9	23.8	23.8	22.5	21.6	21.7	20.4	19.8	21.6	22.2
Mexique	3.6	4.0	4.4	4.7	5.2	4.7	4.5	4.5	5.0	5.8	5.8	5.9	6.3	6.8
Norvège	22.6	23.5	24.4	24.3	24.0	23.5	22.7	22.2	24.5	24.6	22.2	23.2	24.6	25.1
Nouvelle-Zélande	21.8	22.2	22.0	20.3	19.5	19.0	18.9	19.9	20.0	19.3	19.1	18.4	18.4	18.0
Pays-Bas	24.4	24.4	24.9	25.1	23.6	22.8	21.8	21.2	20.6	19.9	19.3	19.5	19.9	20.7
Pologne	15.1	21.5	25.5	24.9	23.8	23.1	23.3	22.7	21.5	22.2	21.2	22.4	23.0	22.9
Portugal	13.7	14.7	15.5	17.0	17.2	18.1	18.7	18.6	19.0	19.5	20.2	20.9	22.2	23.5
République slovaque	..	..	..	..	..	18.9	18.7	18.2	18.2	18.8	18.1	17.8	17.9	17.3
République tchèque	16.0	17.3	17.6	18.1	18.1	18.2	18.3	19.1	19.5	20.0	20.3	20.4	21.0	21.1
Royaume-Uni	17.2	18.6	20.3	21.0	20.5	20.4	20.1	19.2	19.3	19.0	19.1	20.1	20.1	20.6
Suède	30.5	32.1	35.0	36.2	34.9	32.5	32.1	30.7	30.5	30.1	28.8	29.3	30.4	31.3
Suisse	13.5	14.5	16.0	17.4	17.3	17.5	18.1	18.8	19.0	18.8	18.0	18.7	19.4	20.5
Turquie	7.6	8.2	8.5	8.3	7.9	7.5	9.7	10.8	11.1	13.2	..	..	..	..
Moyenne UE15	21.9	22.8	24.0	24.6	24.2	23.9	24.0	23.2	23.0	23.0	22.5	22.8	23.4	23.9
Moyenne OCDE	17.9	19.0	20.0	20.4	20.1	19.9	20.0	19.6	19.7	19.8	19.4	19.7	20.3	20.7

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/275342777042>

## Dépenses sociales publiques

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/388867004287>



Extrait de :  
**OECD Factbook 2008**  
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/factbook-2008-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2009), « Dépenses sociales », dans *OECD Factbook 2008 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2008-73-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).